

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/4940/Add.7
20 septembre 1961
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS-
FRANCAIS

RAPPORT DU FONCTIONNAIRE CHARGE DE L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU
CONGO, CONCERNANT LA MISE EN APPLICATION DU PARAGRAPHE A-2 DE LA
RESOLUTION DU CONSEIL DE SECURITE DU 21 FEVRIER 1961

Additif portant sur les événements des 19 et 20 septembre 1961

1. Le 20 septembre, la situation militaire a été plus calme qu'à l'ordinaire dans la province du Katanga. En premier lieu, le chasseur à réaction Fouga n'a pas été vu dans le ciel du Katanga. En outre, au cours de la journée, aucun coup de feu n'a été signalé d'Elisabethville, de Jadotville ou de Kamina.
2. Les opérations de police se sont poursuivies à Albertville pendant la nuit du 18 au 19 septembre et cinq gendarmes ont été faits prisonniers; d'autres gendarmes ont été appréhendés au début de la matinée. Quelques véhicules de la gendarmerie ont été détruits et l'ONU a pris sous sa garde trois émetteurs de radio.
3. Au début de l'après-midi, la gendarmerie a ouvert un feu serré à l'aide de mortiers automatiques contre les troupes de l'ONU dans le voisinage de l'hôpital civil d'Albertville. Peu après, les voitures blindées et les soldats de l'ONU ont pu neutraliser la position de la gendarmerie. Un canon de 37 a été capturé et plusieurs étrangers en civil que l'on avait vu servir le canon et en diriger le feu ont été arrêtés par les troupes de l'ONU. Au cours de cette action, les forces de l'ONU n'ont pas subi de perte alors que la gendarmerie a eu un tué et un nombre inconnu de blessés. En outre, vingt gendarmes ont été faits prisonniers.
4. Au nouvel aéroport d'Albertville ainsi qu'à l'ancien, la situation est restée calme pendant toute la journée.

5. L'envoyé spécial de l'ONU, M. Khiari, qui avait été dépêché à Ndola en vue de négocier avec M. Tshombé un accord de cessez-le-feu sans que cessent d'être appliquées pour autant la résolution du Conseil de sécurité du 21 février 1961 et les autres résolutions du Conseil de sécurité sur le Congo, s'est entretenu pendant quatre heures avec le président provincial au cours de la matinée. Peu après midi, le Quartier général des Nations Unies à Léopoldville a reçu de son envoyé spécial à Ndola un message indiquant que les négociations visant à établir un cessez-le-feu satisfaisant étaient difficiles mais qu'aucun effort ne serait épargné pour aboutir à une solution acceptable.

6. A dix-sept heures GMT, parvenait un nouveau message dans lequel M. Khiari indiquait qu'il avait signé à 15 h. 45, avec le président Tshombé, un accord provisoire de cessez-le-feu. Le texte de cet accord est le suivant :

"Projet d'accord provisoire sur le cessez-le-feu entre les troupes des Nations Unies et les troupes des autorités katangaises"

Considérant nécessaire et désirable d'apporter une fin immédiate aux hostilités entre les forces des Nations Unies et la gendarmerie katangaise; convaincues que tous les efforts doivent être faits pour éviter d'autres pertes de vies humaines et en attendant qu'un accord définitif intervienne pour normaliser les rapports entre les troupes des Nations Unies d'une part, les troupes des autorités katangaises d'autre part, les deux délégations ont discuté et accepté l'accord provisoire ci-dessous qui entrera en vigueur le 21 septembre 1961 à 0 heure.

Il est bien entendu que cet accord ne devient définitif qu'après son approbation par le Secrétaire général.

Clauses de l'accord

1. Ordonner le cessez-le-feu immédiat;
2. Ce cessez-le-feu entrera en vigueur le 21 septembre 1961 à 0 heure sur toute l'étendue du Katanga;
3. Une commission mixte de quatre membres ayant pleins pouvoirs sera immédiatement mise sur pied pour contrôler les clauses de cet accord et chercher les moyens permettant d'asseoir les rapports

/...

entre Nations Unies et autorités katangaises sur une base d'entente et de compréhension mutuelles, y compris la fixation des positions respectives des troupes;

4. Aucun mouvement de troupes pour renforcement d'une garnison ou d'une position ne sera permis. Cette interdiction est valable pour tous moyens de lutte, armes, munitions et autres engins;
5. Les deux parties garderont leur liberté pour le ravitaillement de leurs troupes dans les conditions habituelles;
6. L'échange des prisonniers se fera à la diligence de la commission prévue à l'article 3;
7. Cet accord sera rendu public simultanément par les Nations Unies et le Gouvernement du Katanga.

Fait en deux exemplaires en français, le 20 septembre 1961, à Ndola.

Pour le Gouvernement katangais : (Signé) Le président Moïse Tshombé

Pour les Nations Unies : (Signé) M. Mahmoud Khiari."
